SF.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
22-08-1990
Vandermeulebroecke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.814/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 avril 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut de reconnaissance nationale visant à octroyer le titre d'interné-résistant aux prisonniers de guerre belges 1940-1945 internés dans un camp disciplinaire allemand", a donné le 25 juin 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 9 april 1990 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van nationale erkentelijkheid tot het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder aan de Belgische krijgsgevangenen 1940-1945 die in een Duits strafkamp werden geïnterneerd", heeft op 25 juni 1990 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'octroi du titre d'interné - résistant aux prisonniers de guerre belges 1940-1945".

PREAMBULE.

Dans son avis L. 19.302/1/V, donné le 9 août 1989, le Conseil d'Etat a observé ce qui suit :

> "L'arrêté en projet trouve plutôt que dans l'article 29 de la Constitution, un fondement légal plus adéquat dans le décret des 3-22 août 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales, dont le titre 1er, article 4, porte ce qui suit :
>
> "Art. 4.-
> Tout citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa patrie, ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique, a des droits à la reconnaissance de la nation, et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre aux récompenses"".

Les alinéas 1er et 2 du préambule doivent donc être remplacés par l'alinéa suivant :

"Vu le décret des 3-22 août 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales, notamment l'article 4 du titre premier;".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

Les articles 1er et 2 devraient être fusionnés en un seul article rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux personnes soumises à la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre 1940-1945 et qui, pour un acte patriotique, ont été internées trois mois au moins dans un ou plusieurs camps disciplinaires suivants :

1° Stalag 325, à Rawa-Ruska et Lemberg (Lwow);

2° Stalag 369, à Koberzijn;

3° Stalag XVIII C (Bloc 317 - Camp Nord), à Markt-Pongau;

4° Camp disciplinaire de Landeck;

5° Oflag X C, à Lübeck;

6° Oflag IV C, à Colditz;

7° Stalag XX B, à Graudens (forteresse);

8° Commando disciplinaire du Stalag VIII C, à Bleckhammer-Heydebreck-Erenforst;

9° Prison militaire spéciale du Stalag IV D, à Torgau "Fort Zinna" (surnom Muna);

10° Bloc B disciplinaire du Stalag VIII C, à Sagan (Silésie);

11° Camp russe de représailles de Tambow;

12° Camp disciplinaire du Stalag VI H, à Arnoldsweiler;

13° Stalag III B, à Fürstenberg a/Oder.

Aucune condition de durée d'internement n'est requise pour les prisonniers de guerre, bénéficiaires du statut des évadés en vertu de l'arrêté royal du 11 mars 1975 établissant le statut des évadés de la guerre 1940-1945, pour une évasion ou une tentative d'évasion durant leur internement pour acte patriotique dans un des camps mentionnés à l'alinéa 1er".

Article 3.

L'article 3 trouverait mieux sa place à la fin du projet, avant la disposition exécutoire, dans la rédaction suivante :

"Article ....-

La demande d'octroi du titre d'interné-résistant doit être adressée par pli recommandé à la poste au Ministre de la Défense nationale et accompagnée d'un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs, délivré depuis moins de trois mois.

Cette demande doit être faite avant l'expiration du douzième mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

Article 4.

1. Le paragraphe 2 de l'article est inutile. En effet, il va de soi qu'une décision juridictionnelle revêtue de l'autorité de la chose jugée s'impose au respect tant du Ministre de la Défense nationale que de la Commission visée au paragraphe 1er.

Le paragraphe 2 doit donc être omis.

2. La rédaction suivante est proposée pour l'article 4, devenant l'article 2 :

"Article 2.-

Le titre d'interné-résistant est conféré aux personnes visées à l'article 1er, par le Ministre de la

.../...

Défense nationale, après avis d'une commission composée de trois membres effectifs et de trois membres suppléants, à savoir :

1° un officier supérieur, président, et son suppléant, désignés par le Ministre de la Défense nationale;

2° un membre de l'administration des pensions et son suppléant, désigné par ... (la suite comme au projet);

3° un ancien prisonnier de guerre, visé à l'article 1er, et son suppléant, désignés par le Ministre de la Défense nationale après avis du Comité de contact des associations patriotiques.

Le Ministre de la Défense nationale règle le fonctionnement de la Commission".

Article 5 (devenant l'article 3).

Le texte suivant est proposé :

"Une attestation est délivrée à celui auquel a été conféré le titre d'interné-résistant".

Article 7.

Cette disposition prévoit que le bénéfice de l'arrêté en projet - c'est-à-dire l'octroi du "titre" d'interné-résistant (article 4) et l'attribution de la Croix de guerre 1940-1945 avec palme, de la Médaille de la Résistance et de la Décoration militaire de 1ère classe (article 6) - est suspendu lorsque les personnes intéressées sont "soit condamnées à une peine criminelle, soit déchues de leurs droits civils", cette suspension prenant fin de plein droit lorsque ces personnes sont réhabilitées ou recouvrent leurs droits civils.

Le texte en projet est équivoque dans la mesure où, d'une part, il instaure une "suspension" desdits avantages et, d'autre part, prévoit cette "suspension" pour les personnes "déchues de leurs droits civils".

La "suspension" ainsi instaurée semble devoir entraîner l'irrecevabilité d'une demande d'octroi du "titre" d'interné-résistant et, partant, l'impossibilité d'attribuer les ordres et décorations visés à l'article 6 du projet, lorsque les intéressés ont été, avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, condamnées à une peine criminelle ou "déchus de leurs droits civils" et n'ont ni été réhabilités, ni recouvré leurs "droits civils". Mais qu'en sera-t-il des personnes auxquelles le bénéfice de l'arrêté en projet aura régulièrement été accordé et qui viendraient, à l'avenir, à être condamnées à une peine criminelle ou "déchues de leurs droits civils" ? Seront-elles seulement privées du droit de

.../...

porter le titre d'interné-résistant et les ordres et décorations qui leur ont été octroyés ou ce titre, ces ordres et ces décorations leurs seront-elles enlevés, étant entendu qu'elles pourront les obtenir, de nouveau, à l'expiration de la "suspension" ?

Par ailleurs, le texte en projet vise le cas de la "déchéance" des droits civils. Le titre d'interné-résistant et les ordres et décorations octroyés ne sont pas des droits civils, mais des avantages accordés par l'autorité, dont la privation ne semble pas devoir être prévue dans le seul cas d'une "déchéance des droits civils".

En réalité, le texte en projet paraît viser l'hypothèse où, à titre de peine ou de mesure accessoire à une condamnation pénale, les intéressés sont privés de certains droits civils et politiques. A cet égard, en ses articles 19, 21 à 24, 31 à 34, 378, 386 et 386ter, le Code pénal prévoit diverses mesures entraînant une telle privation.

Il s'agit de la "destitution" des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont les intéressés sont revêtus, lorsque ceux-ci sont frappés de certaines condamnations criminelles, de l'"interdiction légale" de disposer de leurs biens et de les administrer, frappant les personnes condamnées à une peine criminelle, et enfin de "l'interdiction de certains droits politiques et civils" notamment du droit de "porter" aucune décoration, frappant les personnes condamnées à certaines peines criminelles ou correctionnelles. Les mesures précitées sont tantôt des

.../...

peines accessoires d'une condamnation principale, tantôt des incapacités de nature civile; elles sont tantôt automatiques, tantôt prononcées obligatoirement ou facultativement par les juridictions compétentes; elles sont tantôt définitives, tantôt temporaires (1).

La "destitution" prévue à l'article 19 du Code pénal entraîne privation des titres honorifiques; l'intéressé peut en être revêtu à nouveau, mais par une investiture nouvelle; dès lors, celui auquel auraient été attribués les ordres et décorations visés à l'article 6 du projet, ne pourrait, s'il était destitué de ces titres, faire l'objet d'une simple suspension du droit de les porter.

Par contre, les interdictions prévues aux articles 31 et suivants du même Code, emportent, en matière de titres, la seule interdiction de les porter.

Enfin, l'interdiction légale prévue à l'article 20 dudit Code, est une mesure dont les effets sont purement civils et que ne semble pas viser l'auteur du projet.

Pour tenir compte des observations qui précèdent et, pour éviter toute équivoque, le texte suivant est proposé :

---

(1) Sur ces matières, voyez notamment : R.P.D.B., V° Infractions et répression en général, n° s 87, 124, 125, 153 et suiv. et 165; MARCHAL et JASPAR, Droit criminel, tome I, Ed. 1982, Bruxelles, Larcier, n° s 333 et 333bis; SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, 4e éd., Bruxelles, Ed. Swinnen, 1980, p. 130, A à D

"Article 7.-

Ne pourront solliciter et obtenir le bénéfice du présent arrêté, ni porter le titre d'interné-résistant et les ordres et décorations qui leur ont été octroyés en application du présent arrêté, les personnes qui ont fait ou feraient l'objet des interdictions portées par ou en application des articles 31 à 34 du Code pénal, et ce pendant la durée de ces interdictions.

Se verront retirer le titre d'interné-résistant, ainsi que les ordres et décorations qui leur ont été octroyés en application du présent arrêté, les personnes qui feront l'objet de la destitution prononcée en application de l'article 19 du Code pénal; elles ne pourront les recouvrer, après avoir subi leur peine principale ou après la prescription de celle-ci, que moyennant une nouvelle demande introduite et accueillie aux conditions et suivant la procédure prévues par le présent arrêté".

OPSCHRIFT.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit betreffende het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder aan de Belgische krijgsgevangenen 1940-1945".

AANHEF.

De Raad van State heeft in zijn advies L. 19.302/1/V, dat hij op 9 augustus 1989 uitgebracht heeft, het volgende opgemerkt :

> "Een betere rechtsgrond voor het ontwerp dan artikel 29 van de Grondwet, kan worden gevonden in het decreet van 3-22 augustus 1790 "concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales", waarvan titel 1, artikel 4, als volgt luidt :
>
> "Art. 4.-
> Tout citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa partie, ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique, a des droits à la reconnaissance de la nation, et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre aux récompenses".

Het eerste en het tweede lid van de aanhef dienen dus door het volgende lid vervangen te worden :

"Gelet op het decreet van 3-22 augustus 1790 "concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales", inzonderheid op artikel 4 van titel I;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

De artikelen 1 en 2 zouden tot één enkel artikel moeten worden samengevoegd dat als volgt wordt geredigeerd :

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de personen onderworpen aan de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen 1940-1945 en die, uit hoofde van een vaderlandslievende daad drie maanden of minder geïnterneerd werden in één of meer van de hiernavermelde strafkampen:

1° Stalag 325, te Rawa-Ruska en Lemberg (Lwow);

2° Stalag 369, te Koberzijn;

3° Stalag XVIII C (Blok 317 - Noordkamp), te Markt-Pongau;

4° Strafkamp, te Landeck;

5° Oflag X C, te Lübeck;

6° Oflag IV C, te Colditz;

.../...

7° Stalag XX B, te Graudens (vesting);

8° Strafkommando van Stalag VIII C, te Bleckhammer-Heydebreck-Erenforst;

9° Speciale militaire gevangenis van Stalag IV D, te Torgau "Fort Zinna" (bijnaam Muna);

10° Strafblok B van Stalag VIII C, te Sagan (Silezië);

11° Russisch represaillekamp, te Tambow;

12° Strafkamp van Stalag VI H, te Arnoldsweiler;

13° Stalag III B, te Fürstenberg a/Oder.

Geen enkele voorwaarde inzake interneringsduur is vereist voor de krijgsgevangenen die begunstigden zijn van het statuut der ontvluchten krachtens het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het statuut van de ontvluchten van de oorlog 1940-1945, voor een ontvluchting of een ontvluchtingspoging ondernomen tijdens hun interne-ring uit hoofde van een vaderlandslievende daad, in één van de kampen bedoeld in het eerste lid".

Artikel 3.

Artikel 3 zou beter op het einde van het ontwerp, vóór de uitvoeringsbepaling staan, en als volgt geformuleerd worden :

"Artikel ...."-

De aanvraag tot verlening van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder dient bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Landsverdediging te worden gericht en vergezeld te zijn van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden voordien is afgegeven.

Deze aanvraag dient gedaan te worden vóór het verstrijken van de twaalfde maand volgend op de maand waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Artikel 4.

1. Paragraaf 2 van het artikel is overbodig. Het ligt immers voor de hand dat een rechterlijke beslissing die gezag van gewijsde heeft zowel de Minister van Landsverdediging als de Commissie bedoeld in paragraaf 1 bindt.

Paragraaf 2 dient dus te vervallen.

2. De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 4 dat artikel 2 wordt :

"Artikel 2."-

De titel van geïnterneerde-verzetsstrijder wordt aan de personen bedoeld in artikel 1 door de Minister van Landsverdediging verleend na advies van een commissie samengesteld uit drie gewone en drie plaatsvervangende leden, te weten :

.../...

1° een hoofdofficier-voorzitter en zijn plaatsvervanger, aangewezen door de Minister van Landsverdediging;

2° een lid van de Administratie der Pensioenen en zijn plaatsvervanger, aangewezen door de Minister die de vergoedingspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft;

3° een oud-krijgsgevangene, bedoeld in artikel 1, en zijn plaatsvervanger, aangewezen door de Minister van Landsverdediging na advies van het contactcomité van de vaderlandslievende verenigingen.

De Minister van Landsverdediging regelt de werking van de Commissie".

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Een getuigschrift wordt afgegeven aan degene aan wie de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder is verleend".

Artikel 7.

Deze bepaling schrijft voor dat de aan het ontworpen besluit verleende aanspraken - d.w.z. het verlenen van "de titel" van geïnterneerde-verzetsstrijder (artikel 4) en het toekennen van het Oorlogskruis 1940-1945 met palm, van

.../...

de Medaille van de Weerstand en van het Militaire Ereteken 1ste klasse (artikel 6) - worden opgeschort wanneer de belanghebbende personen "hetzij tot een criminele straf veroordeeld werden, hetzij uit hun burgerlijke rechten ontzet werden", waarbij deze opschorting van rechtswege een einde neemt wanneer deze personen eerherstel hebben verkregen of opnieuw hun burgerlijke rechten genieten.

De ontworpen tekst is dubbelzinnig in zoverre hij enerzijds een "opschorting" van de genoemde voordelen instelt, en anderzijds, deze "opschorting" voorschrijft voor de personen "(ontzet) uit hun burgerlijke rechten".

Deze aldus gestelde "opschorting" schijnt de niet-ontvankelijkheid van een aanvraag tot verlening van de "titel" van geïnterneerde-verzetsstrijder met zich te brengen en derhalve de onmogelijkheid om de orden en eretekens bedoeld in artikel 6 van het ontwerp toe te kennen wanneer de belanghebbenden, vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, zijn veroordeeld tot een criminele straf of "uit hun burgerlijke rechten ontzet" en geen eerherstel hebben verkregen noch opnieuw hun "burgerlijke rechten" genieten. Maar wat zal er gebeuren met de personen wier aanspraken op grond van het ontworpen besluit op regelmatige wijze ingewilligd zullen zijn en die naderhand tot een criminele straf veroordeeld zouden worden of "uit hun burgerlijke rechten ontzet" ? Zal hun alleen het recht worden ontnomen om de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder en de orden en eretekens die hun toegekend zijn te dragen of zullen die titel, die orden en die eretekens hun worden ontnomen met dien verstande dat zij ze bij het verstrijken van de "opschorting" kunnen terugkijken ?

.../...

De ontworpen tekst bedoelt trouwens het geval van "ontzetting" uit de burgerlijke rechten. De titel van geïnterneerde-verzetsstrijder en de toegekende orden en eretekens zijn geen burgerlijke rechten, maar voordelen verleend door de overheid, waarvan het ontnemen niet in het enkele geval van "ontzetting uit de burgerlijke rechten" lijkt te moeten worden voorgeschreven.

In werkelijkheid lijkt de ontworpen tekst te doelen op het geval dat de belanghebbenden bij wijze van straf of als bij een strafrechtelijke veroordeling behorende maatregel sommige burgerlijke en politieke rechten worden ontnomen. In dat verband schrijft het Strafwetboek in de artikelen 19, 21 tot 24, 31 tot 34, 378, 386 en 386ter een aantal maatregelen voor die een dergelijk ontnemen ten gevolge hebben.

Het gaat om het verlies, door "afzetting", van de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en betrekkingen waarmee de belanghebbenden bekleed zijn, indien dezen sommige strafrechtelijke veroordelingen oplopen, om "de wettelijke onbekwaamheid" om over hun goederen te beschikken en om ze te beheren, waarmee de personen getroffen worden die veroordeeld zijn tot een criminele straf, en ten slotte, om "de onbekwaamheid om zekere burgerlijke en politieke rechten" uit te oefenen, inzonderheid het recht enig ereteken te "dragen", waarmee de personen getroffen worden die veroordeeld zijn tot sommige criminele of correctionele straffen. De voornoemde maatregelen zijn nu eens bijkomende straffen bij een hoofdveroordeling, dan weer onbekwaamheden

.../...

van burgerlijke aard; ze zijn nu eens automatisch, dan weer worden ze verplicht of facultatief uitgesproken door de bevoegde rechtbanken; ze zijn nu eens definitief, dan weer tijdelijk (1).

De "afzetting", voorgeschreven in artikel 19 van het Strafwetboek, brengt het ontnemen van eretitels met zich; de belanghebbende kan er evenwel opnieuw mee bekleed worden door een nieuwe investituur; vandaar dat degene aan wie de orden en eretekens genoemd in artikel 6 van het ontwerp verleend zouden zijn, als hij die titels door afzetting zou verliezen niet gewoonweg geschorst zou kunnen worden in zijn recht om ze te dragen.

De ontzetting voorgeschreven in de artikelen 31 en volgende van hetzelfde wetboek daarentegen heeft inzake titels alleen het verbod om ze te dragen tot gevolg.

Ten slotte is de wettelijke onbekwaamheid voorgeschreven in artikel 20 van dat wetboek een maatregel waarvan de gevolgen louter burgerlijk zijn en die door de steller van het ontwerp niet lijkt te worden beoogd.

---

(1) In deze materie, zie inzonderheid : R.P.D.B., V° Infractions et répression en général, nrs. 87, 124, 125, 153 e.v. en 165; MARCHAL en JASPAR, Droit criminel, deel I, Ed. 1982, Brussel, Larcier, nrs. 333 en 333bis; SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, 4e éd. Brussel, Ed. Swinnen, 1980, blz. 130, A tot D.

Rekening houdende met de voorafgaande opmerkingen en om elke dubbelzinnigheid te vermijden wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 7.-

De personen die het voorwerp zijn geweest of het voorwerp zouden zijn van de ontzettingen bepaald door of ingevolge de artikelen 31 tot 34 van het Strafwetboek kunnen, zolang die ontzettingen duren, de toepassing van dit besluit niet vragen noch verkrijgen en evenmin de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder noch de orden en eretekens dragen die hun met toepassing van dit besluit zijn toegekend.

Aan de personen die het voorwerp zijn van de met toepassing van artikel 19 van het Strafwetboek uitgesproken afzetting, worden de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder alsmede de orden en eretekens die hun met toepassing van dit besluit toegekend zijn, ontnomen; zij kunnen ze na hun hoofdstraf ondergaan te hebben of nadat die verjaard is eerst terugkrijgen mits een nieuwe aanvraag wordt ingediend en ingewilligd op de voorwaarden en volgens de procedure bepaald door dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.